

Le 19 mars, une Marche pour la Justice et la Dignité

Un par mois. C'est, en moyenne, le nombre de pères, de frères, de fils que nous perdons à cause de la brutalité des forces de l'ordre. Une brutalité qui prend plusieurs formes : des techniques de pliage qui conduisent à l'asphyxie des victimes aux coups de poings, de balles ou de Taser qui, dans les pires des cas, s'avèrent mortels.

Régulièrement depuis plus de 40 ans, les nôtres sont ainsi tués par l'État Français, aux mains de ceux que l'on appelle ironiquement les "gardiens de la paix". Régulièrement depuis plus de 40 ans, c'est l'impunité la plus abjecte et les campagnes de criminalisation qui répondent aux mobilisations de celles et ceux qui réclament vérité et justice pour leurs morts. L'acharnement policier, judiciaire et politique contre la famille Traoré, à qui nous exprimons toute notre solidarité, en est la preuve. À chaque fois, c'est la même histoire.

La répression qui nous vise, nous familles de victimes, s'est accentuée sous le régime de l'état d'urgence. Tous les abus sont devenus possibles, avec leurs lots de conséquences tragiques. Ce n'est plus la police qui s'adapte à la loi, c'est la loi qui s'adapte à la police... Et nous sommes loin d'être les seuls à avoir été visés par le renforcement des dispositifs sécuritaires et des violences d'État. En 2015, le gouvernement a déclaré une véritable guerre intérieure : il a traqué les migrants et ceux qui les défendent, poursuivi la traditionnelle répression des « Noirs », des « Arabes », des « Roms » et plus généralement des quartiers populaires, ciblé les « Musulmans » notamment via des perquisitions, des assignations à résidence et des fermetures de mosquées totalement arbitraires... À cela s'ajoute la guerre sociale qu'on mène Valls et consorts, notamment dans le cadre de la mobilisation contre la loi travail. Face aux résistances des quartiers populaires et du mouvement social, on a vu les violences se déchaîner en touchant des catégories jusqu'ici protégées.

Les attentas terribles que nous avons connus en 2015 et en 2016 sont venus renforcer l'arsenal sécuritaire alors qu'ils sont la conséquence directe de la politique guerrière que la France et ses alliés mènent à l'étranger. L'État Français, qui pèse toujours de tout son poids sur les peuples qu'il domine comme en Afrique, prolonge cette politique au Proche-Orient tout comme il entérine l'occupation de la Palestine. Sa "lutte contre le terrorisme" ressemble surtout à une agression permanente contre des peuples innocents. C'est, entre autres, ce qui nourrit la crise humanitaire des réfugiés, traités cyniquement comme une menace potentiellement "terroriste". C'est le serpent qui se mord la queue : le climat de guerre intérieure permet de justifier le contrôle toujours plus brutal de la population et délivre un permis de violence aux forces de l'ordre qui répriment toutes les gueules qui ne lui reviennent pas et tous ceux qui, des familles de victimes aux manifestants contre la loi travail en passant par les militants des quartiers populaires à la ZAD, osent s'organiser contre l'État, réclamer justice et affirmer leur Dignité.

Nous sommes tous concernés!

La campagne présidentielle ne va rien arranger. Au contraire. Presque chaque nouvelle déclaration est une insulte faite à nos combats, à nos préoccupations et à nos urgences.

- Parce que nous ne nous soumettons pas à l'arbitraire du pouvoir,
- Parce que les mots "justice" et "dignité" ont encore un sens pour nous,
- Parce que nous pensons qu'il est primordial de nous organiser, ensemble, pour lutter contre la guerre faite aux pauvres, aux migrants, aux descendants de colonisés,

Nous appelons tout-e-s celles et ceux qui se sentent concernés par ces sujets à nous rejoindre dans toutes les initiatives à venir (voir calendrier au bas de la page) et à **participer très largement à la Marche pour la Justice et la Dignité qui aura lieu le dimanche 19 mars 2017** à Paris, contre la hogra, contre l'humiliation, contre le racisme et les violences policières, contre les guerres lâches faites en notre nom contre des peuples qui ne nous ont rien fait.

Retrouvons espoir, force et unité pour faire bloc ensemble au nom de la Justice et de la Dignité.

Premières familles signataires :

Famille de Lahoucine Ait Omghar - Famille d'Amine Bentounsi - Famille de Hocine Bouras - Famille d'Abdoulaye Camara - Famille de Lamine Dieng - Famille de Wissam El Yamni - Famille d'Amadou Koumè - Famille de Mourad Touat - Famille d'Ali Ziri - Famille de Jean-Pierre Ferrara -